

Les entrepreneurs veulent aussi l'indexation

par Claude VAILLANCOURT
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Les chantiers de construction de tout le Québec risquent à nouveau d'être paralysés, à compter de lundi prochain.

Les entrepreneurs seront, cette fois-ci, à la source de cet arrêt à moins que, d'ici ce moment, le gouvernement du Québec ait pris des mesures pour "indexer" les contrats qu'ils ont signés tant dans les secteurs privé que public.

Le président de l'Association de la construction du Bas-Saint-Laurent, une association regroupant quelque 220 entrepreneurs, a indiqué au SOLEIL, hier, à la suite d'une assemblée de ses membres, qu'une journée d'étude sera tenue, lundi, dans cette région, si le gouvernement ne s'est pas plié à cette demande.

Selon M. Valois Doucet, ce moyen de pression risque de s'étendre à tout le Québec.

Une assemblée des associa-

tions régionales de la construction est prévue pour vendredi prochain, à Québec, et l'utilité des journées d'étude sera alors débattue.

L'Association de la construction du Bas-Saint-Laurent se garde bien d'utiliser le terme "lock-out", puisque le décret défend cette pratique.

Le secrétaire du groupe, M. Michel Tremblay, a ajouté, cependant, que "les chantiers sont fermés quand le patron n'est pas là".

Déjà, le vice-président de l'Association des constructeurs d'habitation du Québec, M. Gérard Allard, dans une entrevue accordée à "La Tribune", dimanche, avait laissé entendre que cette association n'écarterait pas la possibilité de fermer ses chantiers afin de protester contre les hausses salariales accordées aux travailleurs de la construction.

Selon les premiers relevés de l'Association de la construction du Bas-Saint-Laurent, la hausse de

traitement se traduit par une augmentation de 34 pour cent, en incluant les avantages sociaux.

Une hausse de salaire de \$0.59 l'heure est en vigueur depuis le 16 janvier et une seconde augmentation de \$0.25 l'heure sera obligatoirement accordée le 1er mai.

M. Valois estime que les entrepreneurs devront accroître de \$2,000 environ le coût de construction d'une maison unifamiliale "bien ordinaire", évaluée maintenant à \$30,000.

Il soutient que c'est "encore une fois tout le Québec qui devra payer pour Montréal".

Le président de l'association trouve injustifiée la hausse salariale: "On n'avait pas de problème auparavant. Fort heureusement que cette augmentation survient dans une période creuse sans quoi bon nombre de constructeurs tomberaient en faillite, cette augmentation des coûts n'ayant pas été prévue".

LAVAL
VOLKSWAGEN LITE
PORSCHE + AUDI
777 boul. Charest O. Québec

LE SOLEIL

Jato
C'EST
UNE MARQUE

42 PAGES

79e ANNEE — No. 21

QUEBEC, MARDI 21 JANVIER 1975

PRIX VINGT CENTS



Sur le pavé

Huit personnes ont été jetées sur le pavé, hier soir, lorsqu'un incendie qui a nécessité trois alarmes a lourdement endommagé un édifice de trois étages, dans le quartier Limoilou de Québec. Le froid intense qui sévissait et la fumée dense qui s'échappait du brasier ont considérablement nui au travail des quelque 75 pompiers. Les dégâts ont été sommairement évalués à \$100,000.

Le Soleil, Reynald Lavoye

Le PQ: les Jeux doivent être mis en tutelle

par Lise LACHANCE
du bureau du Soleil

MONTREAL — Le Parti québécois (PQ) réclame que le gouvernement du Québec:

- assume la tutelle des Jeux Olympiques;
- nomme un ministre responsable du dossier olympique et lui donne tous les pouvoirs légaux dont il aura besoin pour s'acquitter de ses fonctions;
- s'engage à assumer le déficit des Jeux;
- entreprenne immédiatement des démarches auprès du gouvernement fédéral pour l'amener à partager ce déficit.

Voilà ce qu'a déclaré, hier, le PQ, quelques heures avant l'ouverture de la commission parlementaire des Affaires municipales, commission devant laquelle doit comparaître, aujourd'hui, le maire de Montréal, M. Jean Drapeau.

L'opposition officielle a sorti, à ce sujet, deux piteux:

1 — la dernière évaluation de la firme Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés, sur laquelle le PQ a réussi à mettre la main, estime le coût global des Jeux à \$690 millions comparativement aux prévisions de \$310 millions en 1972 et même au chiffre de \$653 millions qui a fait la manchette d'un quotidien montréalais il y a trois semaines. Et encore ce chiffre impressionnant ne tient-il pas compte de la hausse de \$0.85 l'heure que le gouvernement vient d'accorder aux ouvriers de la construction, ni de l'inflation qui surviendra d'ici à juillet 1976, ni des frais du financement temporaire des travaux, financement qui sera d'autant plus coûteux que le déficit sera élevé. Enfin, dans plusieurs cas, les estimations ont été dressées à partir de plans encore incomplets;

2 — le maire Drapeau se présente-

rait devant la commission en annonçant une coupure de \$60 millions. Il dirait donc que le coût des Jeux, au lieu d'atteindre \$690 millions, se situerait aux environs de \$630 millions. Il expliquerait cette différence en laissant tomber le toit automatique du stade pour un toit semi-automatique et en contestant l'évaluation du coût des aires de stationnement (que Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés, fixent à \$43 millions au lieu des \$16.9 millions prévus).

Par ailleurs, l'apparition du maire de Montréal à Québec aurait été précédée d'une "cascade de tractations dans le plus grand secret". On aurait déjà mis au point le "scénario" de la commission parlementaire. On aurait "plié d'avance" devant Son Honneur le Maire.

Volte-face du PQ

Une autre des surprises de la conférence de presse d'hier a été la volte-face du PQ en ce qui concerne les Jeux Olympiques. Tant le président du parti, M. René Lévesque, que le whip et porte-parole officiel de la formation à la commission parlementaire, M. Marcel Léger, ont insisté sur l'importance, pour le PQ, de la tenue des Jeux et de leur succès.

"Drapeau passera à l'histoire comme celui qui a apporté les Jeux Olympiques à Montréal. Il a créé un beau scénario", est allé jusqu'à dire M. Léger, tout en indiquant que le maire devait maintenant tirer sa révérence du dossier pour laisser les acteurs jouer leur rôle.

Parlant à l'issue de la conférence de presse avec quelques journalistes surpris de ce revirement, M. Lévesque a expliqué que, puisque le Québec a la responsabilité des Jeux, il doit en faire un succès sous peine d'un traumatisme collectif. Trop de gens ont essayé de convaincre les Canadiens français qu'ils étaient des incapables et ils se feraient un malin plaisir de leur mettre sous le nez un tel échec, d'autant plus cuisant que le monde entier en serait témoin, a dit en substance l'homme politique.

Le PQ n'a pas été tendre pour le (Suite à la page A6, 3e col.)

● Autre nouvelle en page A-3

Un incendie fait treize victimes

MONTREAL (PC) — Treize personnes - dix hommes et trois femmes - ont péri, tôt ce matin, dans un incendie qui a ravagé le club de nuit Gargantua, rue Beaubien, de l'est de Montréal, et selon la police il s'agirait d'un règlement de comptes du milieu du crime organisé.

C'est dans une pièce fermée à clef que les pompiers appelés sur les lieux du sinistre ont découvert

les corps des victimes, a précisé la police.

Un porte-parole de la police a déclaré par ailleurs qu'aucun coup de feu n'avait été tiré et que les victimes semblaient avoir péri par asphyxie.

L'incendie aurait été causé par une main criminelle, selon la police.

Aucun autre détail n'a pu être obtenu jusqu'à présent.

Sillery hausse ses taxes de 68.29 pour cent

par Benoît ROUTHIER

Sillery a eu jusqu'ici la réputation d'une ville où les taxes étaient des plus basses au Canada. Elle détient maintenant le record de la ville où le taux de taxes a subi la plus forte hausse en un an: 68.29 pour cent!

De \$0.82 du \$100 qu'il était en 1974, le taux de la taxe passe, en 1975, à \$1.38 pour faire face à des dépenses de \$3,457,281.

Le maire Charles-H. Blais a cité deux causes principales à cette augmentation... hors série. La première, c'est que l'ancien régime "a caché la vérité" en imposant des taux de taxation inférieurs à ceux qu'auraient exigé des budgets équilibrés. En 1974 aussi, des travaux en immobilisations ont été exécutés pour environ \$1,000,000 qui ont fait grimper la dette obligataire.

La deuxième cause principale "est imputable à l'inflation galopante".

Déficit refinancé

Cette augmentation de taxes ne signifie pas que le déficit accumulé sera payé. Se chiffrent par \$805,831, il sera tout simplement refinancé à long

terme, soit entre 10 et 20 ans à raison d'environ \$100,000 par année.

Ce déficit global comprend le déficit accumulé de 1972 au montant de \$132,674; celui de 1973, \$254,438 et celui prévu pour 1974 de quelque \$150,000. Il comprend aussi la mise à jour des comptes de la CUQ et de la CTCUQ au 31 décembre 1974, soit quelque \$268,719.

La dette à long terme, pour sa part, représente \$5,955,150, ce qui signifie un autre \$100,000 par année pendant X ans.

L'impôt foncier général, qui était de \$0.68 l'an dernier, a été porté à \$0.81 et on a établi une taxe de \$0.25 du \$100 d'évaluation pour le service d'eau et les égouts et une autre de \$0.12 du \$100 pour la voirie. La taxe imposée pour payer la quote-part de Sillery à la CUQ demeure à \$0.09 et celle qui est prélevée pour la CTCUQ augmente de \$0.03 du \$100. Enfin, une taxe de \$0.03 est créée en 1975 pour l'incinérateur.

La taxe pour les ordures ménagères subit par ailleurs une hausse de \$5 passant de \$20 à \$25 par logement; la taxe d'eau connaît pour sa part une hausse de 20 pour cent.

Le grand défenseur de ce budget fut le conseiller Gilles Trépanier qui a expliqué pendant quelque deux heures le contenu du budget à environ 80 contribuables qui ont posé maintes questions, mais néanmoins accepté assez bien les hausses auxquelles ils avaient d'ailleurs été préparés par les déclarations antérieures du maire.

M. Trépanier a fait remarquer que les propriétés imposables représentent une évaluation de \$128,135,833 et celles non imposables, \$130,032,527, soit plus de 50 pour cent de l'évaluation totale.

Le conseiller a déclaré que Sillery rejoignait, simplement en 1975, les autres municipalités lourdement taxées depuis quelques années déjà. Puis, parlant de la dette à long terme de Sillery, il l'a comparée à celle d'autres municipalités en disant: "C'est des roses".

Même s'il s'agit d'une année de rattrapage, il faut toutefois convenir que le conseil de Sillery a donné à un très gros "coup de barre", pour, peut-être, pouvoir annoncer des bonnes nouvelles aux contribuables au cours des années suivantes.

à lire

Orly

Les terroristes d'Orly se livrent à Bagdad.

page C-1

OPEP

A ce rythme, d'ici 30 ans, l'OPEP pourrait tout acheter aux Etats-Unis.

page C-1

CRTC

Nouvelles directives du CRTC concernant les émissions diffusées en modulation de fréquence.

page A-15

Sécurité au travail

La Fédération des travailleurs du Québec luttera, cette année, pour obtenir la sécurité au travail et le contrôle des maladies industrielles.

page A-2

En prison

Reynald Bertrand, l'ex-gérant de la section locale des plombiers (144) de la FTQ-construction, a été condamné à un mois d'emprisonnement pour outrage au tribunal.

page A-3

sommaire

A Québec aujourd'hui	A-14
annonces classées	C-7 à C-14
Arts et lettres	A-14 à A-16
Bridge	C-13
Décès	C-15
Economie-finances	B-4 à B-7
Feuilleton	C-9
Horoscope	C-14
Mot-mystère	C-7
Mots croisés	A-11
Page documentaire	A-5
Sport	A-7 à A-10
Television	A-15 et C-14

météo

Pour les régions de Québec, Baie-Comeau, Rimouski, Sept-Îles et Gaspé, nébulosité croissante aujourd'hui suivie de neige faible.

Whelan sait comment on pourrait produire des aliments moins chers

par Marc LESTAGE

Il n'existe qu'un seul moyen de donner aux consommateurs et aux producteurs de l'Est du Canada la chance de consommer et de produire à moindre coût de la viande, du poulet, des oeufs, et le ministre de l'Agriculture Eugène Whelan le connaît très bien.

Il suffirait que l'on arrive à convaincre les producteurs de céréales de l'Ouest de produire davantage afin que la pression sur les prix se relâche et qu'il soit possible d'approvisionner à moindre coût l'industrie de l'élevage d'animaux dans l'Est.

En d'autres cas, il est évident que le revenu net des agriculteurs canadiens diminuera d'environ 6 p.c. au cours de 1975. Cela s'explique facilement du fait que les augmentations de prix agricole n'arrivent pas à compenser leurs importantes hausses de coût de production.

Il n'est pas acquis cependant que les producteurs de l'Ouest qui ont réalisé, eux, cette année, une augmentation de leurs profits nets de 20 p.c., alors que leurs collègues québécois perdraient 9 p.c., réagiront favorablement à l'invitation pressée du ministre Whelan.

"Il incombe moralement à tous les pays de cultiver plus de céréales. Je veux que nos producteurs augmentent leur superficie de chaque type de céréales. C'est urgent, implorait, hier, M. Whelan à l'ouverture de la conférence sur les perspectives économiques de l'agriculture canadienne, à Ottawa.

Lors de l'ajournement, un porte-parole du NFU (National Farmer Union) déclarait bien candidement au journaliste du SOLEIL que la situation

(Suite à la page A6, 4e col.)

● Autre nouvelle page B-4



Eugène Whelan PC

Sept-Îles n'a pas abandonné la partie

page B-1

Froid record

par Guy DUBE

Le temps froid qui a sévi sur presque la totalité des régions du Québec au cours des deux derniers jours, doit de nouveau faire des siennes dans la nuit de demain à jeudi, le thermomètre se maintenant encore sous zéro.

Dans la nuit de dimanche à hier, le mercure a baissé à 22 degrés sous zéro à l'aéroport de Sainte-Foy, égalisant ainsi le record qui remontait à 1961.

Par contre, la nuit dernière, le record de moins 21, qui datait de 1950, a été abattu sur le coup de minuit, Environnement Canada ayant enregistré une température de 23 degrés F sous zéro.

Par ailleurs, la température maximale la plus basse pour un 20 janvier, qui avait été relevée en 1950, alors qu'on avait enregistré cinq degrés sous zéro, a été "effacée", hier, puisque le mercure n'a pas monté plus bas que 12 sous zéro, à l'aéroport fédéral de la région de Québec.

35 sous zéro!

Habitants de la capitale, ne jurez pas tout de suite: vous n'êtes pas les seuls et vous n'êtes pas les pires!

Dans les régions du Lac-Saint-Jean, de Baie-Comeau, de Sept-Îles, de Rimouski et de la Gaspésie, le thermomètre est descendu jusqu'à moins 35, la nuit dernière, avec tout ce que cela entraîne comme conséquences néfastes le matin, lorsqu'on se gèle le bout du nez et les oreilles en voulant faire démarrer une automobile qui ne répond pas...

Quoi qu'il en soit, le Bon Dieu ne nous a pas oubliés, puisque des nuages devaient "réchauffer" quelque peu l'atmosphère, tôt ce matin, avec une accumulation prévue de deux à quatre pouces de neige.

Mais, faites-vous en pas, tout doit

Les monteurs de lignes montent de nouveau

Les 1.200 monteurs de lignes qui étaient en grève depuis le 6 janvier ont repris le travail, hier.

Quelques jours plus tôt, ils avaient tenu des assemblées à Montréal, à Québec et à Drummondville pour voter sur les offres qu'avait faites le ministre Cournoyer aux travailleurs de la construction.

Ces offres consistaient en une hausse de 59 cents l'heure le 16 janvier et de 26 cents l'heure le 1er mai. C'est presque à l'unanimité que les monteurs de lignes ont accepté ces propositions.

Cet ajustement de salaire, décrété par le gouvernement provincial, est considéré comme une compensation salariale pour la perte du pouvoir d'achat subie par l'ouvrier de la construction à cause de l'augmentation du coût de la vie.

Les 1.200 monteurs de lignes qui étaient en grève travaillent pour des entreprises qui détiennent des contrats de l'Hydro-Québec.

"revenir à la normale", demain soir, alors que la plupart des Québécois gretteront de nouveau, même dans leurs draps. Des températures "un peu beaucoup" en dessous de zéro sont en effet prévues pour demain soir, jeudi et probablement vendredi.

Pendant ce temps, les vacanciers jouent au lézard à Freeport, Acapulco et Miami, où le mercure s'est trémoussé, hier, à 85, 87 et 88 degrés F respectivement. Excusez-les!

Pointe annuelle, à l'Hydro-Québec

De son côté, l'Hydro-Québec a enregistré, hier, la pointe annuelle de son réseau principal, en raison du temps froid qui a sévi sur toute la Belle Province.

C'est en effet à 17h38 que la demande des abonnés de la société d'Etat a atteint le chiffre inégalé de 11,645 mégawatts.

Pour répondre à cette demande de pointe, l'Hydro-Québec disposait de 12,045 mW, que lui fournissent 46 centrales hydro-électriques, la centrale de Churchill Falls ainsi que la centrale thermique de Tracy.

La pointe du réseau principal de l'Hydro-Québec s'est produite cette année à une date plus tardive qu'elle ne le fait d'ordinaire au cours de la période des Fêtes.

La puissance installée du réseau principal de l'Hydro-Québec s'est additionnée en 1974 des 1,860 mW que lui procurent les quatre derniers groupes de la centrale de Churchill Falls, mis en service entre les mois de mars et octobre 1974.

Après les ferrailleurs les poseurs de pilotis

L'exécutif du Front commun des ferrailleurs doit recommander aujourd'hui à ses membres, réunis en assemblée générale à Montréal, de refuser à l'avenir de travailler aux chantiers des Jeux olympiques, parce qu'ils se sont vu interdire hier l'entrée sur le site des Jeux.

Et même si les ferrailleurs n'approuvaient pas la recommandation de leur exécutif, il est probable que les travaux ne pourront recommencer, à cause de la grève des poseurs de pilotis, qui perdure toujours.

Pour rendre la situation encore plus incertaine, l'Association olympique canadienne demande par écrit des comptes au Comité d'organisation des Jeux olympiques. C'est en fait un ultimatum, puisque l'Association, dans une lettre datée du 15 janvier, donne un mois au Cojo pour lui fournir l'assurance que les Jeux pourront bel et bien être présentés selon les modalités prévues.

Pour ce qui est des ferrailleurs, ils se sont vu refuser l'entrée sur les chantiers parce qu'on n'avait pas encore procédé au déneigement ni au rétablissement de certaines installations. Un porte-parole de l'exécutif du Front commun des ferrailleurs a déclaré alors: "On refuse de faire rire de nous. Depuis jeudi que l'entente est

Le PQ: les jeux... (Suite de la première page)

gouvernement fédéral. A son avis, ce serait normal et équitable qu'Ottawa partage le déficit des Jeux parce qu'il est largement responsable de la situation: il n'a pas réussi à contrôler l'inflation; il a attendu un an et demi avant de faire adopter la loi sur les Jeux Olympiques (pour la loterie, les timbres et la monnaie).

Ce retard, à lui seul, a occasionné une hausse de près de \$80 millions pour les installations du stade, des piscines, des stationnements, de la centrale thermique et des aménagements extérieurs. Pour l'ensemble des installations, c'est à plus de \$100 millions qu'il faut évaluer le coût de ce retard.

"Le gouvernement du Canada ne se gênera pas, en 1976, pour revendiquer une part du succès des Jeux. Il n'est que normal qu'il assume aussi sa part du déficit", soutient le PQ. D'ailleurs, à Munich, la ville n'aurait absorbé que 25 p.c. du déficit, la Bavière en absorbant elle aussi 25 p.c. et Bonn, la capitale, 50 p.c.

Ajoutant que ce serait irresponsable que le Québec paye seul une aventure qui concerne tout le Canada, M. Lévesque s'en est pris à "l'incroyable impuissance du French Power". "Les Québécois de service à Ottawa se sentent obligés de faire payer leur présence sur la scène fédérale plus cher que ne le feraient des anglophones", a-t-il lancé.

Toujours au chapitre du financement, le PQ croit que le Québec devrait obtenir dès maintenant des autres provinces qu'elles consentent à la poursuite de la loterie olympique sur leur territoire pour au moins un an après la fin des Jeux. De sorte que la part du déficit qui serait absorbée par

intervenu, on a eu tout le temps de dévaluer. On se font des Olympiques. Nous disons aux ferrailleurs d'aller travailler ailleurs. Il manque 1,000 ferrailleurs à Montréal, et nous sommes 125 aux Jeux."

Quant à la grève des poseurs de pilotis, qui est passée inaperçue durant celle des ferrailleurs, elle n'en est pas moins réelle et gênante. Ces ouvriers sont nécessaires aux travaux, puisqu'ils enfoncent dans le sol les pieux qui soutiennent des viaducs ou des constructions. Ils ne semblent pas satisfaits de l'offre faite par le gouvernement la semaine dernière.

L'Association olympique canadienne, de son côté, demande des réponses précises à une série de six questions, puisqu'elle se dit "sous-informée" sur la préparation des Jeux. Elle veut non seulement savoir si les préparatifs pourront être menés à terme selon les modalités prévues, mais elle veut savoir si les Jeux s'autofinanceront. Sinon, elle se donne aussi un mois (jusqu'au 15 février) pour en aviser le Comité international olympique.

D'ailleurs, le vice-président du CIO devait arriver hier soir à Ottawa. On ne connaît pas le but de cette visite surprise.

les Québécois resterait dans les limites du raisonnable.

Soulignons qu'une nouvelle publiée en premier dans LE SOLEIL, du 10 janvier 1975 et faisant état d'une telle prolongation n'a pas été démentie.

Détails de l'évaluation

Voici comment s'évaluent les diverses dépenses menant au coût total de \$690 millions:

— \$540 millions pour les installations

Whelan sait... (Suite de la première page)

de pénurie "de céréales" a bien profité aux producteurs des Prairies cet été. Notre homme a même ajouté le sarcasme à son intervention en indiquant que les producteurs de l'Ouest viennent de toucher le dernier versement de l'achat des céréales de la dernière récolte et qu'ils "ne savent pas quoi faire de tout cet argent, par les temps qui courent".

Dépendance

La situation de grande dépendance des producteurs de l'Est vis-à-vis de leurs confrères de l'Ouest est apparue bien évidente dans les statistiques de fin de saison. On y voit que la situation économique des industriels agricoles de l'Est n'a pas profité pleinement des importantes et successives hausses des prix des produits agricoles tout au long de l'année, parce que les augmentations du prix d'achat des aliments de base essentiels étaient toujours supérieures.

Dans cette situation, il devenait impossible pour les producteurs du Québec et de l'Ontario de profiter pleinement des augmentations du prix du lait, de la volaille, du porc et des oeufs parce que chaque ajustement était compensé par une hausse supérieure du coût d'achat des poulets. Cette conjoncture s'est appliquée avec une rigueur particulière dans le cas du bovin alors que les prix de gros ont évolué à la baisse en même temps que le coût de production augmentait rapidement, au Québec.

1975. Pour la prochaine année, on estime que les recettes agricoles iront en augmentant légèrement. On prévoit cependant une réduction des recettes agricoles totales du Nouveau-Brunswick, de l'Île-du-Prince-Édouard et du Manitoba. Au Québec, selon les statistiques fédérales, l'accroissement de la recette agricole totale doit représenter environ \$200 millions de plus que pour l'année 1974.

Blé

On estime que le coût du blé, des céréales fourragères et des oléagineux devrait rester ferme en 1975. Il est néanmoins possible qu'il y ait un léger fléchissement au cours des derniers

— \$70 millions pour le village olympique

— \$80 millions pour l'administration du Cojo (au lieu des \$60 millions prévus au départ).

Dans les \$540 millions, le bureau Lalonde, Valois, Lamarre, Valois et Associés a inclus \$80 millions pour l'inflation, \$79 millions en heures supplémentaires et primes d'efficacité sur les chantiers, \$50 millions pour la sous-estimation originale, \$44 millions d'imprévus.

"Il faut couper les choses qui

jetent de la poudre aux yeux et non ce qui va servir ensuite à nos athlètes", a opiné M. Lévesque. "Drapeau n'est pas seulement parti pour la gloire. Il nous entraîne tous vers une catastrophe possible", a renchérit M. Lévesque.

Village olympique et stade

Le PQ réclame également qu'on mette de côté l'idée d'un village olympique permanent et qu'on procède immédiatement à la construction d'un village temporaire. Cette dernière solution est la seule, à son avis, qui respecte les exigences de l'environnement, du financement et de l'échéancier des Jeux.

Enfin, si la décision est prise de construire un nouveau stade et d'y consacrer plus de \$100 millions, le PQ demande que ce stade soit pourvu d'un toit, amovible ou non. Peu importe que sa pose ait lieu avant ou après les Jeux.

Le parti estime qu'une dépense de \$100 millions ne peut se justifier que si elle apporte aux citoyens une nette amélioration par rapport aux équipements sportifs déjà existants dans la métropole. A cause de notre climat, un stade couvert constituerait un apport considérable. Il en serait autrement d'un stade sans toit, qui ne serait qu'une doublure plus grosse du parc Jarry ou de l'Autostade.

Retour au calme au pénitencier de Dorchester

Dorchester, N.-B. (d'après PC) — Plus de 200 prisonniers sont retournés à leurs cellules sans coup férir, hier soir, au pénitencier de Dorchester, au Nouveau-Brunswick, après une rébellion qui a duré 24 heures.

M. John Cuthro, assistant directeur de la prison, a déclaré que les détenus ont décidé de mettre fin à l'occupation de la salle principale de récréation, lorsqu'ils réalisèrent que la direction ne se rendrait pas à leur désir de négociation immédiate.

Les prisonniers qui voulaient qu'on entende leurs griefs dans la salle de récréation, mais les autorités insistaient pour qu'ils retournent à leurs cellules avant d'entamer quelque discussion que ce soit.

Une réunion de grief entre les autorités et un comité de prisonniers est prévue pour aujourd'hui. Jusqu'ici, on n'a pu savoir quels sont les griefs qui ont poussé les détenus à cette rébellion.

Chez nous, pas de frais de millage.



Pas de frais de millage dans le plupart des grands centres

Chez Tilden, vous pouvez louer une belle grosse Cutlass et économiser quelques dollars en plus de ça. Profitez-en. (De telles aubaines ne courent pas les rues...)



Au Canada c'est **TILDEN**
Le service officiel de location de voitures des Olympiques

Réservez tôt Tilden à des bureaux de location partout au Canada et des affiliés dans le monde entier. Aux États-Unis, c'est National Car Rental. Siège social: 1485, rue Stanley, Montréal.

Pour réservations appelez 687-3322

radio sexe
incroyable

EN QUELQUES SEMAINES SEULEMENT...

RADIO SEXE révolutionne la radio à Québec

RADIO SEXE triple presque le nombre de ses auditeurs pendant cette période*

BERNARD SIMON fait mentir toutes les prévisions

LES QUÉBÉCOIS pionniers dans l'histoire humaine abordent ouvertement la sexualité

*source BBM mars 1974 & nov. 1974

Sept-Iles va lutter pour obtenir l'aciérie

par Réal LABERGE
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — "Le ministre Saint-Pierre n'aura même pas besoin de se dérangé; on n'est pas gêné, et il

peut être assuré qu'on est capable d'aller le voir; c'est d'ailleurs une habitude, à Sept-Iles, d'avoir à se déplacer, pour rencontrer les gens du gouvernement et réclamer ce qui doit nous revenir."

C'est par cette tirade, qui en dit déjà long sur la ferme intention de Sept-Iles de ne pas abandonner la partie, que le maire Jean-Marc Dion a accueilli, hier, les déclarations du ministre de l'Industrie et du Com-

merce, à l'effet que le gouvernement favorisera Gros-Cacouna, plutôt que Sept-Iles, pour les projets de sidérurgie et de port de transbordement en eau profonde.

En dévoilant cette prise de position au représentant du SOLEIL, M. Saint-Pierre avait fourni certaines explications qu'il avait déclaré "être prêt à aller défendre même à Sept-Iles".

Selon le maire de cette ville, qui n'a pas mâché ses mots pour remarquer que les déclarations du ministre sont absolument inacceptables, ce n'est pas "avec le 26 pour cent de chômeurs et d'assistés sociaux de la région de Rivière-du-Loup", que le gouvernement du Québec va pouvoir construire une aciérie et un port de transbordement. C'est avec de la main-d'oeuvre spécialisée, "comme il y en a à Sept-Iles, ou qui doit venir de l'extérieur".

M. Dion a encore rétorqué que le Québec n'a pas à enfouir des millions dans l'aménagement d'un nouveau port en eau profonde, alors qu'il y en a déjà un à Sept-Iles, où les navires de 150,000 à 200,000 tonnes peuvent trouver un accueil facile, 365 jours par année, et non pas à tous les trois ou

quatre jours. "Qu'on s'informe auprès des capitaines, et au moins une fois, auprès de ceux qui pilotent des navires de plus de 100,000 tonnes, a poursuivi le maire de Sept-Iles et tous ces gens, qui n'ont aucune idée de l'envergure de ces super-navires, apprendront pourquoi ces navires ne peuvent aller plus loin que Sept-Iles et s'y arrêtent."

Le maire Dion a également remarqué que Sept-Iles n'a pas à être la victime d'erreurs qui ont pu être commises à Gros-Cacouna, et qu'on veut maintenant réparer à tout prix.

Par ailleurs, c'est à Sept-Iles que se trouve le minerai de fer, a-t-il rappelé, comme c'est aussi l'endroit le plus logique, pour les opérations toutes désignées d'une aciérie. A Sept-Iles, ce n'est pas dans l'équipement portuaire, mais bien dans le projet d'industrie sidérurgique lui-même que seront investis les millions prévus à cette fin.

Le maire Dion s'en est également pris à "certaines choses qui n'ont pas de bon sens", dans le rapport Stelco, notamment les prévisions de \$325 millions, pour l'infrastructure municipale présumée nécessaire à Sept-Iles.

Il a remarqué, sur ce point, qu'on a vécu et qu'on a l'expérience de chantiers de construction d'aussi grande envergure, à Sept-Iles, "et qu'on s'en est sorti avec seulement quelques millions de dollars".

M. Dion a encore signalé ne pas comprendre pourquoi, au domaine de l'évaluation des salaires prévus pour l'opération du projet de sidérurgie, Stelco avait établi le coût horaire à \$0.51 de plus pour Sept-Iles qu'aux autres emplacements de l'étude, "alors que la main-d'oeuvre spécialisée du secteur de l'acier sera nécessairement la même et aura les mêmes exigences partout.

Quant à l'objection voulant que Sept-Iles ne dispose pas d'un service ferroviaire adéquat, le maire Dion a affirmé que sa région aura cet équipement d'ici à deux ans, notamment avec les projets de bateaux-rail.

A tout événement, le maire de Sept-Iles a finalement remarqué que sa municipalité dispose des meilleurs atouts, pour la localisation du projet d'aciérie. "C'est ce qu'on va faire savoir aux autorités concernées, qui devront en tenir compte."



Le Soleil, Pierre Martineau

Pierre Duchaine, que l'on avait surnommé "le chat", alors qu'il quittait la banque, tenant en otage le comptable Jean Gagnon.

"Le chat" est condamné à 54 mois de prison

par J.-Claude RIVARD

La dramatique chasse à l'homme qui suivit le vol à main armée survenu le 13 juin 1974, à la Banque provinciale du Canada, succursale du 1510, 18ième rue, à Québec, a connu, hier, son épilogue.

Pierre Duchaine, 17 ans, de Montmorency, dont le cas avait été déferé par la cour du bien-être social à la cour des sessions de la paix, a été condamné à un total de 54 mois de prison, concernant les 11 chefs d'accusation portés contre lui. Etait de ce nombre trois accusations d'avoir déchargé une arme à feu sur les policiers Jean-Marie Bégin, Marcel Houde et André Desbiens, de la sûreté municipale de Québec.

Duchaine devait normalement subir son procès, devant un jury, cette semaine, aux assises de la cour du banc de la reine, sous une accusation

de tentative de meurtre. Au cours de la journée d'hier, il s'est prévalu de son droit de modifier son choix d'option, et il a préféré enregistrer un aveu de culpabilité devant le juge Paul-Emile Fortin, de la cour des sessions de la paix, à l'accusation réduite d'avoir déchargé une arme à feu dans l'intention de blesser ou de mutiler.

On se souvient que le 13 juin dernier, deux jeunes gens ont réussi à entrer dans la succursale bancaire et que vers les 8h45, ils ont intimé l'ordre au comptable adjoint, Yvon Côté, de leur ouvrir les chambres-fortes.

Une alarme discrète ayant été lancée, l'édifice fut vite entouré d'au to-patrouilles de la police. L'un des deux intrus, Réjean Dufresne, fut abattu par les policiers, lors des échanges de coups de feu qui ont marqué sa fuite.

La tête voilée d'un sac à ordures lui tenant lieu de cagoule, Pierre Duchaine réussit à prendre la fuite en utilisant le comptable Jean Gagnon comme bouclier et comme otage. Le bandit disparut dans une voiture volée et prit les devants des policiers à une vitesse vertigineuse sur la route menant à Sainte-Anne-de-Beaupré. La chasse à l'homme, suivie de près, par un hélicoptère de la police, se poursuivit dans le comté de Charlevoix et prit fin dans un chalet de Petite-Rivière-Saint-François. Tout au cours du trajet, M. Gagnon eut l'arme à feu braquée sur la nuque.

En plus des accusations plus haut mentionnées, Duchaine s'est reconnu coupable des accusations portées de vol à main armée; enlèvement du comptable Gagnon; vols d'automobiles (2); voies de fait; évasion du centre de détention Tanguay où il fut provisoirement détenu, le 2 février 1974.

NDLR — A la suite d'une erreur technique, ce texte de Réal Laberge a été rendu illisible dans notre première édition d'hier. Nous le reprenons ici tel qu'il aurait dû se lire.

MONTREAL — Le ministre de l'Industrie et du Commerce a admis sans ambages au représentant du SOLEIL, que le Québec a été tenu, pendant de longs mois, dans l'ignorance du rapport de Stelco sur le choix de l'emplacement d'une industrie sidérurgique destinée à l'exportation, dans l'Est du Canada, alors que les informations pertinentes avaient été portées à la connaissance des autorités gouvernementales de la Nouvelle-Ecosse.

Confirmant que le Québec n'a obtenu cet important document daté du 26 avril 1974 qu'au cours du mois de décembre dernier, M. Saint-Pierre a déclaré que les hautes autorités du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale "ont semblé extrêmement gênées et embarrassées" d'une situation apparemment attribuable au comportement et à la collusion de certains "petits fonctionnaires" du Meer, oeuvrant dans le district des Maritimes.

Selon M. Saint-Pierre, il n'y a pas lieu de croire que le ministre lui-même, ou la haute direction de Meer, à Ottawa, ait délibérément cherché à induire le gouvernement du Québec en erreur, quand ces personnes ont répondu aux demandes d'information du ministère de l'Industrie et du Commerce, "que les études de Stelco n'étaient pas encore terminées et que tous les rapports concernés n'étaient pas encore disponibles". Un malentendu ou une méprise qui aurait donné lieu à nombre de déclarations d'excuse.

Toutefois, selon M. Saint-Pierre, sa prompte réaction, à la découverte de l'accapement du projet de sidérurgie par les gens de Halifax, a servi à ouvrir les yeux des députés québécois, à Ottawa. Sa lettre au ministre Jamieson est arrivée au bon moment et on devra désormais tenir compte des intérêts et des revendications du Québec, dans le choix de l'emplacement de cette aciérie.

Toujours pas de réponse

Si le réveil s'est fait, autant au niveau du gouvernement du Québec qu'à celui des représentants du Québec à la Chambre des communes, comme l'affirme M. Saint-Pierre, il n'a par contre reçu aucune réponse à la lettre qu'il adressait à M. Jamieson et au Meer, au milieu de décembre dernier.

Dans cette intervention, M. Saint-Pierre faisait tout particulièrement

valoir que la préférence apparente accordée à la région de Sydney-Gabarus, aux dépens des emplacements québécois de Sept-Iles et de Gros-Cacouna, ne reposait pas sur des données concluantes du rapport Stelco, qui plaçait plutôt Sept-Iles au premier rang des coûts d'immobilisation, et Gros-Cacouna sur un pied d'égalité avec Sydney-Gabarus, pour les coûts d'exploitation.

Ainsi qu'il l'avait signalé dans la lettre, M. Saint-Pierre a rappelé par ailleurs que les experts de Sidbec-Dosco mettent en doute le procédé "conservateur" de production d'acier que recommande Stelco, en rejetant la filière à l'électricité.

Par ailleurs le ministre a fourni les principaux atouts du Québec pour l'obtention du projet de sidérurgie.

Un point majeur que se propose de soulever le gouvernement, c'est celui d'une "valeur ajoutée" supérieure de transformation canadienne, qui résulterait de l'implantation du projet

d'aciérie à Gros-Cacouna, plutôt qu'aux Maritimes.

A ce sujet, le ministre a expliqué que la production d'acier en Nouvelle-Ecosse sera immédiatement acheminée à l'état brut aux Etats-Unis et pris en charge par des moyens de transport américains, tandis qu'à Gros-Cacouna, la production entrera dans le système logistique du rail et des routes du Canada.

Enfin, M. Saint-Pierre a également fait état de ce que le rapport Stelco prévoit que le complexe sidérurgique projeté sera approvisionné en très grande partie par du minerai de fer québécois, pour remarquer "qu'on a certainement un mot à dire là-dessus".

Pour expliciter et étayer ses arguments, le Québec ira même jusqu'à absorber les frais d'une étude de rentabilité semblable à celle que le gouvernement fédéral a fait préparer pour la région de Sydney-Gabarus. "Et rien ne nous empêche de revenir à cette fin les services de Stelco même", a lancé M. Saint-Pierre.

Une carte photographique de l'autoroute 73 pour \$130,000

par Paul-Henri DROUIN

Le ministère des Transports du Québec dépensera quelque \$130,000 pour la préparation d'une carte photographique à l'échelle 200':1" contour à tous les cinq (5) pieds, d'un tronçon situé le long de l'autoroute 73 dans la Beauce, entre les municipalités de Saint-Maxime-de-Scott et la ville de Saint-Georges.

Ces renseignements ont été communiqués aux députés de Beauce-Sud et de Beauce-Nord, MM. Fabien Roy et Denis Sylvaïn, par l'adjoint au sous-ministre des Transports, l'ingénieur Jean-Marc Vigneault.

Pour l'exécution de ce travail, sur une distance d'au moins 40 milles, des demandes d'appels d'offres ont été faites et les soumissions déposées ont été celles de:

la compagnie Photo-Air Laurentides, de Québec, \$130,237; Samson, Monaghan & Pelletier, de Québec, \$136,202; Béliveau-Couture, de Sainte-Foy, \$149,000; Gagnon & Lefebvre de Laval, \$160,155; Photographie Surveys Inc., de Montréal, \$175,575; Gaudreau, Pigeon & Cassista, de Sainte-Foy, \$199,750; Roger Morais, de Sainte-Foy, \$229,759; puis les Entreprises Gabar Inc., de Duvernay, \$388,750.

Rejoint par téléphone, hier, un porte-parole du Service des achats du gouvernement du Québec a révélé "que le contrat pour l'exécution de ce travail n'avait pas été accordé puisqu'on est au stade de l'étude des soumissions reçues".

S'il n'y a pas de changement, tel qu'il a déjà été annoncé par le ministre des Transports, M. Raymond Mailloux, le 26 novembre dernier, devant les maires de la Beauce et les dirigeants du Conseil de développement de la Chaudière, (CDC), le tracé du deuxième tronçon de l'autoroute de la Beauce (73) entre Saint-Maxime-de-Scott et la ville de Saint-Georges, passera à l'est de la rivière Chaudière et coûterait au gouvernement provincial de \$75 à \$80 millions.

Ce qui porterait à quelque \$120 millions le coût total pour la construction de l'autoroute de la Beauce (73), entre le pont Pierre-Laporte et la ville

de Saint-Georges, considérant que jusqu'à maintenant le ministère des Transports a accordé des contrats de quelque \$40 millions pour la construction du premier tronçon sur quatre voies entre le pont Pierre-Laporte et la municipalité de Saint-Maxime-de-Scott, dans le comté de Beauce-Nord.

En optant pour le tracé de l'est, on a tenu compte de l'évolution et du développement économique de la région de Beauce, car, depuis 1968, c'est aux dépens du milieu rural qu'on a enregistré des pertes de la population, alors que les villes de la Beauce connaissent une croissance modérée.

Aussi, a fait remarquer un porte-parole du ministère des Transports, oct. l'autoroute de la Beauce, située du côté est de la rivière Chaudière, consolidera le développement urbain à Sainte-Marie, Saint-Joseph et Vallée-Jonction, vu qu'on peut s'attendre à une meilleure utilisation des équipements en place et à une diminution de la pression urbaine sur les terres de la rive ouest.

Controverse

Toutefois, une quinzaine de maires des comtés de Beauce et de Frontenac ne l'entendent pas de même, car avec l'appui du Conseil de comté de Beauce, on est d'avis que l'autoroute de la Beauce devrait être construite du côté ouest de la rivière Chaudière.

Ce que désirent connaître les maires de ces municipalités, c'est ce qui a incité le ministre Raymond Mailloux à ignorer un rapport préparé par les fonctionnaires de son ministère et qui recommandait, selon eux, la construction de cet important réseau

roucier à l'ouest de la rivière Chaudière.

C'est pourquoi, lors d'une réunion tenue à East-Broughton, un comité de sept personnes a été formé pour étudier les moyens à prendre pour que le gouvernement donne les raisons précises qui ont motivé la décision de construire cette autoroute du côté est.

La première rencontre des membres de ce comité est fixée pour le jeudi 23 janvier, en vue de préparer un mémoire sous forme de résolution que l'on fera parvenir aux autorités gouvernementales du Québec.

Les membres de ce comité sont: MM. Victor Veilleux, maire de Saint-Alfred et préfet du comté de Beauce; Louis-Philippe Boucher, maire de Thetford-Mines; Joseph Lessard, maire de Saint-Frédéric; Dr Réal Bernard, maire de Beauceville; Normand Vachon, maire de East-Broughton Station; Robert Vachon, maire du village de East-Broughton; puis le curé Antonio Arsenault, de Saint-Séverin.

St-Pierre admet que Québec a été tenu à l'écart du rapport Stelco

NDLR — A la suite d'une erreur technique, ce texte de Réal Laberge a été rendu illisible dans notre première édition d'hier. Nous le reprenons ici tel qu'il aurait dû se lire.

MONTREAL — Le ministre de l'Industrie et du Commerce a admis sans ambages au représentant du SOLEIL, que le Québec a été tenu, pendant de longs mois, dans l'ignorance du rapport de Stelco sur le choix de l'emplacement d'une industrie sidérurgique destinée à l'exportation, dans l'Est du Canada, alors que les informations pertinentes avaient été portées à la connaissance des autorités gouvernementales de la Nouvelle-Ecosse.

Confirmant que le Québec n'a obtenu cet important document daté du 26 avril 1974 qu'au cours du mois de décembre dernier, M. Saint-Pierre a déclaré que les hautes autorités du ministère fédéral de l'Expansion économique régionale "ont semblé extrêmement gênées et embarrassées" d'une situation apparemment attribuable au comportement et à la collusion de certains "petits fonctionnaires" du Meer, oeuvrant dans le district des Maritimes.

Selon M. Saint-Pierre, il n'y a pas lieu de croire que le ministre lui-même, ou la haute direction de Meer, à Ottawa, ait délibérément cherché à induire le gouvernement du Québec en erreur, quand ces personnes ont répondu aux demandes d'information du ministère de l'Industrie et du Commerce, "que les études de Stelco n'étaient pas encore terminées et que tous les rapports concernés n'étaient pas encore disponibles". Un malentendu ou une méprise qui aurait donné lieu à nombre de déclarations d'excuse.

Toutefois, selon M. Saint-Pierre, sa prompte réaction, à la découverte de l'accapement du projet de sidérurgie par les gens de Halifax, a servi à ouvrir les yeux des députés québécois, à Ottawa. Sa lettre au ministre Jamieson est arrivée au bon moment et on devra désormais tenir compte des intérêts et des revendications du Québec, dans le choix de l'emplacement de cette aciérie.

Toujours pas de réponse

Si le réveil s'est fait, autant au niveau du gouvernement du Québec qu'à celui des représentants du Québec à la Chambre des communes, comme l'affirme M. Saint-Pierre, il n'a par contre reçu aucune réponse à la lettre qu'il adressait à M. Jamieson et au Meer, au milieu de décembre dernier.

Dans cette intervention, M. Saint-Pierre faisait tout particulièrement

valoir que la préférence apparente accordée à la région de Sydney-Gabarus, aux dépens des emplacements québécois de Sept-Iles et de Gros-Cacouna, ne reposait pas sur des données concluantes du rapport Stelco, qui plaçait plutôt Sept-Iles au premier rang des coûts d'immobilisation, et Gros-Cacouna sur un pied d'égalité avec Sydney-Gabarus, pour les coûts d'exploitation.

Ainsi qu'il l'avait signalé dans la lettre, M. Saint-Pierre a rappelé par ailleurs que les experts de Sidbec-Dosco mettent en doute le procédé "conservateur" de production d'acier que recommande Stelco, en rejetant la filière à l'électricité.

Par ailleurs le ministre a fourni les principaux atouts du Québec pour l'obtention du projet de sidérurgie.

Un point majeur que se propose de soulever le gouvernement, c'est celui d'une "valeur ajoutée" supérieure de transformation canadienne, qui résulterait de l'implantation du projet

d'aciérie à Gros-Cacouna, plutôt qu'aux Maritimes.

A ce sujet, le ministre a expliqué que la production d'acier en Nouvelle-Ecosse sera immédiatement acheminée à l'état brut aux Etats-Unis et pris en charge par des moyens de transport américains, tandis qu'à Gros-Cacouna, la production entrera dans le système logistique du rail et des routes du Canada.

Enfin, M. Saint-Pierre a également fait état de ce que le rapport Stelco prévoit que le complexe sidérurgique projeté sera approvisionné en très grande partie par du minerai de fer québécois, pour remarquer "qu'on a certainement un mot à dire là-dessus".

Pour expliciter et étayer ses arguments, le Québec ira même jusqu'à absorber les frais d'une étude de rentabilité semblable à celle que le gouvernement fédéral a fait préparer pour la région de Sydney-Gabarus. "Et rien ne nous empêche de revenir à cette fin les services de Stelco même", a lancé M. Saint-Pierre.

Des rumeurs de mises à pied courent dans les mines à Murdochville

par Claude VAILLANCOURT
du bureau du Soleil

RIMOUSKI — Les propos les plus contradictoires circulent sur le sort qui pourrait être réservé aux travailleurs de Gaspé Copper Mines, à Murdochville.

Tandis que la compagnie nie toute intention de licenciement de quelque 400 travailleurs, par suite de la baisse du prix du cuivre sur le marché mondial, le gérant des Mines Madeleine, une autre filiale du groupe Noranda, a indiqué au SOLEIL que "des problèmes peuvent survenir à Murdochville".

De même, le président de la section 6086 du Syndicat des métallurgistes unis d'Amérique, M. Michel Arseneault, affirme que "des contre-maîtres parlent d'une réduction de 400 employés à la mine de Murdochville".

M. George Darling, le gérant des

mines Madeleine, signale que "malgré la baisse du prix du cuivre, les quelque 200 travailleurs à l'emploi de cette compagnie ne devraient pas être touchés par une réduction de personnel, à moins que le syndicat demande une augmentation de salaires avant la fin de la convention collective qui unit les deux parties."

Le contrat de travail doit prendre fin au mois de décembre prochain.

L'item "négociations" doit toutefois, aux dires du président des métallos de Murdochville, être souligné parce qu'il est courant, dans les industries, de faire état des difficultés financières, à la veille d'une négociation.

Dans ce cas-ci, le contrat de travail des 1,400 employés expire au mois d'octobre prochain et les travailleurs miniers ont fait connaître leur intention de "ne pas trainer le lynch" et d'être rémunérés selon les meilleurs taux en vigueur au pays.

BOUCHERIE R. VILLENEUVE

Spécialité **VIANDE PRIX DU GROS**

POUR VOTRE CONGELATEUR

Tél.: 623-1405

1024, AV. BOURG-ROYAL CHARLESBOURG-EST

performance de placement

économie d'impôt

plus

NOUVEAU RÉGIME GARANTI

régime d'épargne-retraite du TRUST GÉNÉRAL

pour obtenir le maximum de votre régime d'épargne-retraite, consultez votre conseiller financier. Les services de Trust Général sont offerts en français et en anglais.

1001, rue Saint-Jacques, Québec, 688-0630 (Parc 2000)
121, rue Saint-Jacques, Québec, 688-0630 (Parc 2000)
121, rue Saint-Jacques, Québec, 688-0630 (Parc 2000)
300, 500, 600, 700, 800, 900, 1000, 1100, 1200, 1300, 1400, 1500, 1600, 1700, 1800, 1900, 2000, 2100, 2200, 2300, 2400, 2500, 2600, 2700, 2800, 2900, 3000, 3100, 3200, 3300, 3400, 3500, 3600, 3700, 3800, 3900, 4000, 4100, 4200, 4300, 4400, 4500, 4600, 4700, 4800, 4900, 5000, 5100, 5200, 5300, 5400, 5500, 5600, 5700, 5800, 5900, 6000, 6100, 6200, 6300, 6400, 6500, 6600, 6700, 6800, 6900, 7000, 7100, 7200, 7300, 7400, 7500, 7600, 7700, 7800, 7900, 8000, 8100, 8200, 8300, 8400, 8500, 8600, 8700, 8800, 8900, 9000, 9100, 9200, 9300, 9400, 9500, 9600, 9700, 9800, 9900, 10000.

619 AUTOS À VENDRE

PONTIAC 1969, sedan, Parisienne, automa-
tique, 8000, en bon état. 523-9461
743064

ROAP-Runner 1968, 303 pneus radials, en
excellente condition, prix \$13,200, 822-
73107

VEGA GT 1971, 2504, 4 pneus d'hiver,
proprie \$11,000, 523-2564

TORONADO 1973, tout équipé, très propre,
11950, 625-8672 après 8 heures
730664

ALBAINE, Toyota Celica 1972, peinture
neuve, bas mileage \$11,700, 653-3489
730742

COURTINA 1970, 40,000 miles, 8200,
4000, 625-3255

CAUSE d'études, Astra 1973, parfait ordre,
bas mileage, 861-2027
731963

CHEVROLET Impala 1970, 8 cylindres
45,000 miles, état neuf, 878-2779
735213

ALFA ROMEO 1973, Berlinne, parfait ordre,
8000, entre 8 et 7 heures, 623-3100
732906

STATION wagon, Chevrolet 1969, 6 cylindres
automatique, échange \$700, 842-
0892
744261

ROLLS-ROYCE Bentley 1959, en excellente
condition, Téléphone Rimouski 732-
9836
743223

DATSUN 1974, roadster 6000 miles, avec
garantie, après 6h, 522-6671
745241

RENAULT 15 Renault 16, 1972, manuelle,
31,000, 25,000 miles, 842-8623
747424

51,200, FORD 1972, hardtop, 32,000 miles,
besoin réparation carrosserie, 324-4232
747618

CAMARO 1972, tout équipée, prix d'achat
\$22,320, 524-8290
746618

MAVERICK 1970, 30,000 miles, 6, ordinaire,
radio \$1,275, état neuf, 878-2779
747464

THUNDERBIRD 1973, 43,000 miles, très
bonne condition, 893-1181
747862

FAMILIALE, Pontiac LeMans, 1971, 42,000
miles, à vendre, 653-9663
746632

FORD LTD 1966, 390, très propre, 3000,
658-3788
745252

STATION LTD 1971, propre, excellent
condition, cause auto fournie, 828-4747
746938

CAMPWAGON Ford 1974, 18,000, du manu-
facturier, parfait ordre, Campwagon 831-
1983
745109

PONTIAC 1967 Parisienne, hardtop, 4 por-
tes, 5275, 623-3086
742646

TOYOTA Corolla 1200, 1973, manuelle, 1,400
miles, excellentes conditions, 823-4734
749310

DATSUN station-wagon 1972, appelée après
6h, 828-8227
750426

CHEVROLET Impala 1968, à vendre, 203,
8480, Tel. 523-1234
749871

TOYOTA 1974, 1200, v.c., antirouille,
528-3170
749872

1971 DODGE Demon V8, automatique,
Grand Trianon Auto, 667-9330
748377

PINTO 1973, station wagon, 2000 cc, prix
\$2,700, 628-9429
749274

DATSUN 1966, 1971, manuelle, après 6
heures, 653-3146
749693

ETAT neuf, Vega 1971, Datsun 1970, 1000,
628-3943, soir
750369

STATION-WAGON Corolla 2000, 1972, pein-
ture neuve, bonne condition, 8800, 527-
3729
745619

RENAULT 8, 1971, propre, mécanique très
bonne, 8750, après 1 p.m., 527-9070
750720

CHEVILLE 1972, hardtop, 5, automatique,
bas mileage, prix raisonnable, 667-4044
749274

CHEVY H 1963, très très propre, 5280,
628-3347
751174

CADILLAC coupé de ville 1973, gagnée dans
un tirage, 827-2610
751173

MAZDA 1972, 1973, offre acceptée, voir
668-9114, soir, 827-2927
748644

PEUGEOT 504, automatique, pour 668-9114,
soir, 827-2927
748645

OU échangeur Sunbeam "Parifer" 1971,
automatique, 30,000 miles, parfait, 871,
8253
751320

FORD Galaxie 500 1968, très bonne méca-
nique, 681-3654
751781

CAMARO 228, 1971, 822-2882
744713

619 AUTOS À VENDRE

CAPRI 1973, V8 manuelle, \$2,500, 667-8062,
750162

TAXI avec permis à vendre, 668-1904
750750

FIAT 1968, état de marche, 875, 523-2433
730293

TOYOTA Corolla 1100 station 1970, 663-4336,
751748

FORD Mustang 1968, 5000, 651-8477
751862

MAVERICK 1970, parfait ordre, soir, 523,
6610
750112

1970 TOYOTA sprinter aubaine \$300, 623,
9645
746270

PONTIAC 1965, 1130, 529-2786
751736

DATSUN sport 2000, 5 vitesses, 1968, 877,
2962
751963

DATSUN 1970, 51,000 Oldsmobile Cutlass
1968, aubaine, 827-6640
745677

VOLKSWAGEN 1973, en parfaite condition,
cause voiture fournie, 681-2407
745692

620 AUTOS À LOUER

VEGA Nova, Duster, Chevrolet 3 jours et
plus, mileage kilométré, camion Panhard,
90-12, Levant Auto, Ramparts, 386, 84,
Jean, 529-6382
745399

621 AUTOS DEMANDÉES

\$ URGENT \$ URGENT \$

ACHETONS AUTOS, USAGÉES

1969 à 1973

ARGENT COMPTANT

CARILLON AUTOS, INC.

401 - 1ère AVENUE QUE.

529-1323

745390

\$\$\$

ARGENT COMPTANT

NOUS sommes acheteurs d'auto usagées,
1968 à 1974, à adresser chez J.D. Chevrol-
let à MM. P. D'Église ou A. Gilbert,
529-4961
730363

AUTOS 1967 à 1974

TOUTS modèles, pièces argent comptant,
1850, 1000, Caparis
529-5971, 529-6365
751288

ACHETONS, vendons auto usagées, Phi-
lippe Bélanger, 2665 Chemin Ste-Foy,
653-6387
748066

ACHETONS tous modèles d'auto usagées,
1967 à 1974, à adresser chez J.D. Chevrol-
let à MM. P. D'Église ou A. Gilbert,
529-4961
730363

ACHETONS Jeep CJ5, Cherokee ou Wo-
gon de 1969 à 1973, Tel. 626-8000
demandeur Maurice,
750323

ACHETONS votre auto usagée à bon prix,
modèles 1970 à 1974, que Bourg Alton,
Lévesque, 7777 Henri-Bourassa, 628-7777
747123

ALLONS chercher toutes autos pour ferrail-
ler, 622-8428
749631

ALLONS chercher autos et camion, pour
ferrailleur, 622-8428
749631

DUMONT Autos Ebr, sommes acheteurs
d'auto usagées, accédentes, 681-4254
742006

630 CAMIONS À VENDRE

BOITE DE PICK-UP

FIBRE de verre, fermettes coulissantes,
moustiquaires, 32 Campwagon, Bernar-
des, 622-9887
749274

PICK-UP une tonne, 4 portes, double
cabine, 1968, 8 cylindres, très bonne
condition, prix à discuter, 230 Flamm-
don, Stoneham, 848-2717
748491

Jeep Willis 1964, avec gracie,
\$1,000., 827-4322.
748296

FORD camion Courier 1973 1/2 tonne, 25,000
miles, avec tout très bon état, pour
658-1878, soir, 651-6897
745439

SCOUT 4 x 4 1970, V8, 4 vitesses, fini
intérieur, radio, gracie hydraulique, etc.,
22,000 miles, très propre, 639-6100
748851

JEOP Willys 1969, CJ5, avec gracie hydrau-
lique, 667-7309
746906

REMOQUEUR à vendre, Chevrolet 1968,
avec suich 30 tonnes, 667-7309
746907

FORD Econoline 1969, vitres, très propre,
parfait ordre, Tel. 822-2316
749386

BOITE de camion fermée à vendre, 20 long
x 7 hauteur, 822-4361, le soir
751529

PICK-UP 1/2 tonne 1974, camion 3 tonnes,
chargé sur chenille, soit 842-6919
747076

PICK-UP 1/2 tonne Chevrolet 1962, bonne
condition, 628-8518
750906

INTERNATIONAL Scout 1966, 30,000 miles,
parfaite condition, Jean Corne 525-5111
751923

PICK-UP Toyota 1974, 9,000 miles, 653-2645,
soir
750114

CHEVY Vans 1973, 1974, V8, 6 cylindres,
automatiques, \$2,500, 822-6426
747328

PICK-UP Toyota 1973, état neuf, 623-2583,
746927

PICK-UP à vendre, 1969, Ford, très bon
ordre, à adresser 872-9685
746372

640 ACCESSOIRES D'AUTOS ET CAMIONS

EDGAR CROTEAU INC.
VENTE de pièces d'automobile, auto, ca-
piots, ariles, réparation, vente de par-
ties, usages et chromes, 3385 rue des
Sables, Québec, 524-7793, 524-2711
743611

PAR BOVIN Auto Parts, vente de pare-chocs,
ailes, capots, neufs et usagés, radiateurs,
Tel. 889-2269
751934

MAINGUY Auto Parts, vente d'auto et
accessoires pour usages, 2332 Notre-
Dame, Ancienne-Lorette, 872-1483, 653-
2562
747237

TREUIL (mètre), 8,000 livres, pour Wag-
ner, Jeep Willys, 822-1272
742036

VENDRAIT camion à hélio, une à pignon,
prix discutable, 667-3581
748747

AUSTIN America 1300, 1970, pour, pièces
\$50, 820-8467
749430

644 SERVICE AUTOMOBILE

A. DROLET Auto Electrique Ent. repairs
tous démarreur, alternateur, batteries,
2414 Notre-Dame, Quartier LaFontaine,
872-2543
744111

656 GARAGES-STATIONNEMENT À LOUER

GARAGE déboussilage, coin Borne et Vin-
cent-Massé, rampe à penture, 2,250
pieds carrés, possibilité de location de
l'outilage, 840-9338, 522-7065
745492

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751165

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751164

663 MACHINERIE À VENDRE

DEVONS vendre pour libérer les lieux,
achat en vue à considérer, tout à
louer, Simons \$600, tout South Bend
17 x 40, \$900, tout Berran 22 x 70,
\$1,200, tout Lodge & Shipley 3 x 4
mandrins à machines 14 x 34, \$1,000,
tout Western à louer de dilution 20
Centre 16 x 48, \$300, tout 190, 22 x 64,
\$1,600, tout MC 22 x 38, \$1,000, fraiseuse
Lehigh Universal 10 3/4, table 62 x 16,
\$1,200, fraiseuse Brown & Sharp, no-
us fixation verticale, \$1,250, fraiseuse
Brown & Sharp, no. 3, table 12 x 48,
distribution automatique et fraise verti-
cal, \$1,800, forçage no. 2 à cone, \$530,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751307

663 MACHINERIE À VENDRE

VENTE SPECIALE

CASES à 2 compartiments, 4 compartiments,
comme neuves, \$10 par section complète,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751304

VENTE SPECIALE

CONVOYEUR 5,000 pieds par 16 pouces de
large, état neuf, comme neuve, réduction
de prix, \$10 par section complète,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751303

NOUS achetons échangeons et vendons des
lourdes de 2 à 3 verges, skidder, polp
jack chenilles avec trailer, float, ca-
mines, chargeuse à bras, build, backe sur
roues, pelles hydrauliques, 1489-6645
743376

SURPLUS de machinerie de 1971 et 1972, à
3 verges, pelle, pelle hydraulique 1 1/2
verge, pelle 3 1/2 John Deere, loader 85,
Caterpillar 842-7366
743399

BULLDOZER petit case, 1963, à gazolène,
très bon ordre, vendre \$2,400, ou échan-
ger pour tracteur, loader, souffleur,
882-2455
745508

ASPIRATEUR (sans à rive usagés, choix de
4, 8, 12, 18, 21, 23, 26 et 30 pouces), \$500,
diamètre, cyclone 8 et 10 pieds diamètre,
couteau à toile 3 pieds x 16 gauge,
822-2587
750419

CHENILLE Bombardier J5, John Deere
parfaite condition, 420, 962, 963, 964,
les legerement usagés, pour J-5,
1365-3611
750719

CHARGEUR sur roues, Michigan 125, 1961, 3
verges, 843-1884, 867-4084
741992

SOUFFLEUR Cyclone, moteur sur camion 4
x 4, avec moteur Ford industriel, jour
(418) 862-2971, soir (418) 862-9108
750688

TRACTEUR à chenilles, souffleur, comman-
dement sur les 4 roues, tout équipé,
628-1285
749469

DOUGE Van Trademan 190, 1974, 318
pouces embas, automatique, 15,000 mil-
les, comme neuf, \$2,700, 653-1614
746333

CAMION Ford 1970, V8, 390, 4 x 4, avec
sams gracie, à adresser station B.P. 405
de la Cascadore
748186

GMC 1974, 1/2 tonne, V8, 390, 4 x 4, vitesses
en planches, 1968, 8 cylindres, p.e.c.
complet, 628-6297, après 6h, 749631
750188

FORD Pick-Up, 1/2 tonne, avec amper, 16,000
miles, \$3,000, Tel. 829-6322
741890

FORD L4D 1973, 3,000 miles, après 6
heures, 651-7650,
749453

CAMION-March B61 5 x 4, 1965, bon état,
travail, bonne mécanique, bas prix, 844-
2475
748948

GMC 1967, 2 tonnes et Pick-Up 1972, une
tonne, 623-4544, 626-2496
747465

CHEVY Van Chevrolet 1968, en parfait
ordre, 653-3318 entre 9 et 6 heures,
748997

ECONOLINE 300, 8 cylindres, 1971, \$2,000,
complet, 680-3647, 628-7728
746922

CAMION International 1968, 8 roues, 3
tonnes, V8, 343, 628-1043
746792

CAMION à neige 3 tonnes avec gracie, "one
way", commande avant et arrière, 644-
8616
750411

CAMION remorque tout équipé, International
1967, \$14,500, 1-283-2595
751887

JEOP Willys 1968, complètement récon-
struite, \$1,400, 651-8349 heures soir,
751907

AUTOBUS scolaire Ford 1964, 54 passagers,
943-1884, 667-4084
741539

PICK-UP 1969, 1/2 tonne, refait à neuf, Tel.
822-4041
748116

DODGE Trademan 190, 1973, 24,000 miles,
prix à discuter, 667-2337
743678

CHEVY Van 1965, fini impeccable, 752412
752412

PANEL 1971 Vega, état neuf, aubaine à
monter, prix, 842-7362
748491

ECONOLINE 1974, 6,000 miles, 3 passagers,
soit, voir, \$2,500, 651-6677
746400

FARGO 1969 Sportsman, vitres 6 automati-
que, isolation, préfini, armées, 872-6802
750088

PICK-UP à vendre, GMC, 1/2 tonne, 1968, en
très bon état, 667-6728
747697

REMOQUEUR Chevrolet Appole 1950
avec suich 3 tonnes, 667-7309
746906

JEOP Willys 1969, CJ5, avec gracie hydrau-
lique, 667-7309
746906

REMOQUEUR à vendre, Chevrolet 1968,
avec suich 30 tonnes, 667-7309
746907

FORD Econoline 1969, vitres, très propre,
parfait ordre, Tel. 822-2316
749386

BOITE de camion fermée à vendre, 20 long
x 7 hauteur, 822-4361, le soir
751529

PICK-UP 1/2 tonne 1974, camion 3 tonnes,
chargé sur chenille, soit 842-6919
747076

PICK-UP 1/2 tonne Chevrolet 1962, bonne
condition, 628-8518
750906

INTERNATIONAL Scout 1966, 30,000 miles,
parfaite condition, Jean Corne 525-5111
751923

PICK-UP Toyota 1974, 9,000 miles, 653-2645,
soir
750114

CHEVY Vans 1973, 1974, V8, 6 cylindres,
automatiques, \$2,500, 822-6426
747328

PICK-UP Toyota 1973, état neuf, 623-2583,
746927

PICK-UP à vendre, 1969, Ford, très bon
ordre, à adresser 872-9685
746372

640 ACCESSOIRES D'AUTOS ET CAMIONS

EDGAR CROTEAU INC.
VENTE de pièces d'automobile, auto, ca-
piots, ariles, réparation, vente de par-
ties, usages et chromes, 3385 rue des
Sables, Québec, 524-7793, 524-2711
743611

PAR BOVIN Auto Parts, vente de pare-chocs,
ailes, capots, neufs et usagés, radiateurs,
Tel. 889-2269
751934

MAINGUY Auto Parts, vente d'auto et
accessoires pour usages, 2332 Notre-
Dame, Ancienne-Lorette, 872-1483, 653-
2562
747237

TREUIL (mètre), 8,000 livres, pour Wag-
ner, Jeep Willys, 822-1272
742036

VENDRAIT camion à hélio, une à pignon,
prix discutable, 667-3581
748747

AUSTIN America 1300, 1970, pour, pièces
\$50, 820-8467
749430

644 SERVICE AUTOMOBILE

A. DROLET Auto Electrique Ent. repairs
tous démarreur, alternateur, batteries,
2414 Notre-Dame, Quartier LaFontaine,
872-2543
744111

656 GARAGES-STATIONNEMENT À LOUER

GARAGE déboussilage, coin Borne et Vin-
cent-Massé, rampe à penture, 2,250
pieds carrés, possibilité de location de
l'outilage, 840-9338, 522-7065
745492

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751165

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751164

663 MACHINERIE À VENDRE

DEVONS vendre pour libérer les lieux,
achat en vue à considérer, tout à
louer, Simons \$600, tout South Bend
17 x 40, \$900, tout Berran 22 x 70,
\$1,200, tout Lodge & Shipley 3 x 4
mandrins à machines 14 x 34, \$1,000,
tout Western à louer de dilution 20
Centre 16 x 48, \$300, tout 190, 22 x 64,
\$1,600, tout MC 22 x 38, \$1,000, fraiseuse
Lehigh Universal 10 3/4, table 62 x 16,
\$1,200, fraiseuse Brown & Sharp, no-
us fixation verticale, \$1,250, fraiseuse
Brown & Sharp, no. 3, table 12 x 48,
distribution automatique et fraise verti-
cal, \$1,800, forçage no. 2 à cone, \$530,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751307

663 MACHINERIE À VENDRE

VENTE SPECIALE

CASES à 2 compartiments, 4 compartiments,
comme neuves, \$10 par section complète,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751304

VENTE SPECIALE

CONVOYEUR 5,000 pieds par 16 pouces de
large, état neuf, comme neuve, réduction
de prix, \$10 par section complète,
Industrial Metals & Equipment Co. Ltd,
2188 Thomson Street, St-Laurent, Qué-
bec, Tel. 526-9404
751303

NOUS achetons échangeons et vendons des
lourdes de 2 à 3 verges, skidder, polp
jack chenilles avec trailer, float, ca-
mines, chargeuse à bras, build, backe sur
roues, pelles hydrauliques, 1489-6645
743376

SURPLUS de machinerie de 1971 et 1972, à
3 verges, pelle, pelle hydraulique 1 1/2
verge, pelle 3 1/2 John Deere, loader 85,
Caterpillar 842-7366
743399

BULLDOZER petit case, 1963, à gazolène,
très bon ordre, vendre \$2,400, ou échan-
ger pour tracteur, loader, souffleur,
882-2455
745508

ASPIRATEUR (sans à rive usagés, choix de
4, 8, 12, 18, 21, 23, 26 et 30 pouces), \$500,
diamètre, cyclone 8 et 10 pieds diamètre,
couteau à toile 3 pieds x 16 gauge,
822-2587
750419

CHENILLE Bombardier J5, John Deere
parfaite condition, 420, 962, 963, 964,
les legerement usagés, pour J-5,
1365-3611
750719

CHARGEUR sur roues, Michigan 125, 1961, 3
verges, 843-1884, 867-4084
741992

SOUFFLEUR Cyclone, moteur sur camion 4
x 4, avec moteur Ford industriel, jour
(418) 862-2971, soir (418) 862-9108
750688

TRACTEUR à chenilles, souffleur, comman-
dement sur les 4 roues, tout équipé,
628-1285
749469

DOUGE Van Trademan 190, 1974, 318
pouces embas, automatique, 15,000 mil-
les, comme neuf, \$2,700, 653-1614
746333

CAMION Ford 1970, V8, 390, 4 x 4, avec
sams gracie, à adresser station B.P. 405
de la Cascadore
748186

GMC 1974, 1/2 tonne, V8, 390, 4 x 4, vitesses
en planches, 1968, 8 cylindres, p.e.c.
complet, 628-6297, après 6h, 749631
750188

FORD Pick-Up, 1/2 tonne, avec amper, 16,000
miles, \$3,000, Tel. 829-6322
741890

FORD L4D 1973, 3,000 miles, après 6
heures, 651-7650,
749453

CAMION-March B61 5 x 4, 1965, bon état,
travail, bonne mécanique, bas prix, 844-
2475
748948

GMC 1967, 2 tonnes et Pick-Up 1972, une
tonne, 623-4544, 626-2496
747465

CHEVY Van Chevrolet 1968, en parfait
ordre, 653-3318 entre 9 et 6 heures,
748997

ECONOLINE 300, 8 cylindres, 1971, \$2,000,
complet, 680-3647, 628-7728
746922

CAMION International 1968, 8 roues, 3
tonnes, V8, 343, 628-1043
746792

CAMION à neige 3 tonnes avec gracie, "one
way", commande avant et arrière, 644-
8616
750411

CAMION remorque tout équipé, International
1967, \$14,500, 1-283-2595
751887

JEOP Willys 1968, complètement récon-
struite, \$1,400, 651-8349 heures soir,
751907

AUTOBUS scolaire Ford 1964, 54 passagers,
943-1884, 667-4084
741539

PICK-UP 1969, 1/2 tonne, refait à neuf, Tel.
822-4041
748116

DODGE Trademan 190, 1973, 24,000 miles,
prix à discuter, 667-2337
743678

CHEVY Van 1965, fini impeccable, 752412
752412

PANEL 1971 Vega, état neuf, aubaine à
monter, prix, 842-7362
748491

ECONOLINE 1974, 6,000 miles, 3 passagers,
soit, voir, \$2,500, 651-6677
746400

FARGO 1969 Sportsman, vitres 6 automati-
que, isolation, préfini, armées, 872-6802
750088

PICK-UP à vendre, GMC, 1/2 tonne, 1968, en
très bon état, 667-6728
747697

REMOQUEUR Chevrolet Appole 1950
avec suich 3 tonnes, 667-7309
746906

JEOP Willys 1969, CJ5, avec gracie hydrau-
lique, 667-7309
746906

REMOQUEUR à vendre, Chevrolet 1968,
avec suich 30 tonnes, 667-7309
746907

FORD Econoline 1969, vitres, très propre,
parfait ordre, Tel. 822-2316
749386

BOITE de camion fermée à vendre, 20 long
x 7 hauteur, 822-4361, le soir
751529

PICK-UP 1/2 tonne 1974, camion 3 tonnes,
chargé sur chenille, soit 842-6919
747076

PICK-UP 1/2 tonne Chevrolet 1962, bonne
condition, 628-8518
750906

INTERNATIONAL Scout 1966, 30,000 miles,
parfaite condition, Jean Corne 525-5111
751923

PICK-UP Toyota 1974, 9,000 miles, 653-2645,
soir
750114

CHEVY Vans 1973, 1974, V8, 6 cylindres,
automatiques, \$2,500, 822-6426
747328

PICK-UP Toyota 1973, état neuf, 623-2583,
746927

PICK-UP à vendre, 1969, Ford, très bon
ordre, à adresser 872-9685
746372

640 ACCESSOIRES D'AUTOS ET CAMIONS

EDGAR CROTEAU INC.
VENTE de pièces d'automobile, auto, ca-
piots, ariles, réparation, vente de par-
ties, usages et chromes, 3385 rue des
Sables, Québec, 524-7793, 524-2711
743611

PAR BOVIN Auto Parts, vente de pare-chocs,
ailes, capots, neufs et usagés, radiateurs,
Tel. 889-2269
751934

MAINGUY Auto Parts, vente d'auto et
accessoires pour usages, 2332 Notre-
Dame, Ancienne-Lorette, 872-1483, 653-
2562
747237

TREUIL (mètre), 8,000 livres, pour Wag-
ner, Jeep Willys, 822-1272
742036

VENDRAIT camion à hélio, une à pignon,
prix discutable, 667-3581
748747

AUSTIN America 1300, 1970, pour, pièces
\$50, 820-8467
749430

644 SERVICE AUTOMOBILE

A. DROLET Auto Electrique Ent. repairs
tous démarreur, alternateur, batteries,
2414 Notre-Dame, Quartier LaFontaine,
872-2543
744111

656 GARAGES-STATIONNEMENT À LOUER

GARAGE déboussilage, coin Borne et Vin-
cent-Massé, rampe à penture, 2,250
pieds carrés, possibilité de location de
l'outilage, 840-9338, 522-7065
745492

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751165

ENTREPOSAGE dans garage, à louer, réta-
re, chauffage, location à la semaine, mot,
872-9094, demander Bernard
751164

663 MACHINERIE À VENDRE

DEVONS vendre pour libérer les lieux,
achat en vue à considérer, tout à
louer, Simons \$600, tout South Bend
17

